

## Pierre Defraigne

# “L'EUROPE DES MARCHÉS A FAIT SON TEMPS”

Après l'accident du Brexit, l'Europe compte ses fractures. Elle guérira d'autant mieux si elle soigne enfin les liens qui unissent ses peuples. Et pas seulement ses relations commerciales.

Il ne fallait pas attendre les résultats du référendum britannique sur le Brexit pour tenter le procès de l'Europe: illisible, lointaine et pour tout dire incompréhensible. Même, parfois, pour ses propres États membres. En Angleterre, un verdict est tombé, sans équivoque: celui d'une fracture entre les élites politiques et les peuples. Les citoyens veulent une Europe différente. Et n'ont pas de quoi être rassurés par les promesses de changements. Car la légitimité même de ceux qui les énoncent pose problème. Donald Tusk administre un Conseil dont les réunions se tiennent à huis clos. Jean-Claude Juncker, président de la Commission, n'est pas élu au suffrage universel. Au Parlement européen, Martin Schulz règne sur un hémicycle souvent taxé d'inutile... Et pour la plupart des citoyens, le “projet européen” s'évanouit sous des airs de monstre bureaucratique bourré de contradictions. Rebâtir l'Union européenne? Certes, mais dans quelle direction? Pour Pierre Defraigne, que ce soit pour la pérennité de la monnaie européenne ou même pour sa propre survie, l'UE se doit de dépoussiérer enfin les dossiers sociaux.

### ❑ Le Royaume-Uni sur le départ, faut-il rénover à 27 ou reconstruire en plus petit comité?

**PIERRE DEFRAIGNE** - Rénover l'Europe à 27, c'est aller un peu vite en besogne... La question du Brexit n'est pas close. Il est évident que les Britanniques ne sont pas décidés à activer l'article 50 du Traité, qui prévoit les modalités de leur sortie. C'est compréhensible, ils réalisent que quitter l'UE, c'est plus qu'une simple amputation, ça revient à séparer des frères siamois! Personnellement, d'ailleurs, je ne crois pas que l'Angleterre quittera l'Europe au bout du compte. Ce qui est certain, en revanche, c'est que les Anglais vont payer une note très élevée sur l'économie et l'emploi. Parce que le résultat du référendum sur le “Brexit”, même s'il n'aboutit pas, aura un effet dissuasif sur les investissements.

### ❑ Mais en attendant que les Britanniques en prennent conscience, dans quelle direction l'Union va-t-elle avancer?

**P.D.** - L'Europe après le “Brexit”, c'est une Europe à deux vitesses. Avec, d'une part, des dinosaures qui lancent des déclarations de bonnes intentions mais aucun projet mobilisateur, et d'autre part un noyau de pays porteurs d'une nouvelle ambition. Sauf que le couple franco-allemand, censé incarner le moteur de l'Europe, n'est pas du tout sur la même longueur d'ondes. Angela Merkel reste dans l'attente et l'inertie. François Hollande, même s'il est un objet politique non stabilisé, se présente avec un projet beaucoup plus ambitieux: une harmonisation fiscale de la zone euro. Mais si depuis quelque temps, les six États fondateurs de l'Union se réunissent pour discuter des périls auxquels leur construction fait face, le discours du président français ne reçoit aucun écho. Une chose est sûre: l'UE conçue entre États fondateurs, cette “Europe-marché” a fait son temps! Dans les années 50, il y avait un contexte favorable à l'unification du marché, mais ce contexte a disparu. L'Europe est aujourd'hui prise en sandwich entre la technocratie et le populisme. La seule porte de sortie est politique. Il faut une monnaie commune, un budget commun, une dette mutualisée, une solidarité entre États et un impôt européen: c'est ça ou le chaos.

### ❑ Comment cette solidarité doit-elle se concrétiser?

**P.D.** - D'abord sous la forme d'un “budget de la zone euro”. Pour bâtir un modèle de société innovant et solidaire, il faut pouvoir investir. Or tout le monde reconnaît la faiblesse du budget commun. Aux États-Unis, le budget public représente 12 % du produit national brut. Par contraste, le budget actuel de l'Europe, c'est à peine 1 % du PNB. Or sans budget commun, il n'y a pas de défense européenne. Sans défense, il n'y a pas de politique étrangère. Sans politique étrangère, il n'y a pas de compétitivité. Et sans compétitivité, il n'y a pas de plein emploi.

### ❑ Comment rétablir cet équilibre?

**P.D.** - La première condition d'un retour à l'équilibre, c'est d'abord le désendettement. À moyen terme, il faut convaincre les pays réticents d'accepter une mutualisation, du moins partielle, des dettes publiques des pays de l'eurozone. Ensuite, la réduction des inégalités pour recréer de la demande et, enfin, le retour à l'ambition du plein emploi. Le plein emploi, ce n'est pas une utopie du passé, mais un impératif politique d'aujourd'hui. Le travail reste en effet, avec la famille, le mode incontournable d'intégration dans nos sociétés.

### ❑ L'Europe sociale, c'est un rêve pieux ou une condition de survie?

“L'EUROPE EST AUJOURD'HUI PRISE EN SANDWICH ENTRE LA TECHNOCRATIE ET LE POPULISME.”

**P.D.** - L'UE n'a jamais été sociale. Elle a organisé la concurrence salariale et fiscale entre ses États, faute d'harmonisation. Avec l'élargissement, ça a pris des proportions abominables... Mais aujourd'hui, bâtir un modèle social européen, c'est devenu plus qu'une nécessité. Alors, bien sûr, certaines matières comme l'Enseignement ou la Santé relèvent de la seule compétence des États membres, mais c'est beaucoup moins le cas pour l'emploi. Parce que grâce à la libre circulation, les marchés de l'emploi sont devenus totalement interdépendants. L'Angleterre a besoin de médecins grecs ou de chirurgiens lituaniens, tout comme la Belgique a besoin de travailleurs portugais pour combler ses pénuries. Mais ce qui crée de l'emploi, ce sont les politiques de compétitivité. Il faut des programmes de recherche, des commandes publiques dans des secteurs à unifier, comme l'énergie, les télécommunications, le digital... En un mot, il faut un effort d'innovation. Or l'Europe a sacrifié l'emploi à l'orthodoxie financière.

#### ❑ Comment l'Europe peut-elle défendre un modèle social et environnemental si elle est aphone sur la scène internationale?

**P.D.** - L'Union européenne n'existe pas au Conseil de sécurité de l'ONU, à l'Organisation internationale du travail, ni même à l'Otan. Aujourd'hui, ce sont les États-Unis qui coordonnent les politiques étrangères des États membres. C'est eux qui se prononcent sur →  
→ l'Irak, la Syrie, la Russie... Mais pas l'UE! Si les Européens veulent peser sur la scène internationale, ils doivent parler et agir d'une seule voix, comme ils le font lors des grands cycles de négociations commerciales. Or l'UE ne sera vraiment prise au sérieux par ses citoyens que le jour où elle assurera leur sécurité.

#### ❑ En d'autres termes, il lui faut une armée commune?

**P.D.** - L'Union doit pouvoir réagir en cas de menace, d'attaque et de catastrophe. Elle doit aussi avoir les hommes et les moyens nécessaires pour agir sur le cours du monde, les conflits humanitaires, civils et militaires. Garantir la sécurité des citoyens, seule l'Europe peut le faire. Les États membres n'y parviennent plus... Un exemple? Il suffit d'observer le "plan stratégique" de défense de la Belgique: le gouvernement de Charles Michel vient de valider la suppression de 7.000 postes de militaires d'ici 2030. Les avions de combat F-16 sont trop vieux? La Belgique en commande de nouveaux, à hauteur de quatre milliards d'euros... aux Américains! En même temps, elle veut faire grimper le budget de la Défense à 1,5 % du PIB en 2030 - contre 0,9 % actuellement. Tout ça, c'est d'une absurdité complète. Parce que la Défense est une responsabilité européenne, pas nationale.

#### ❑ Mais pour financer une armée commune, cela passe par un budget européen, un état-major européen, un commandant des troupes intégrées européen...

**P.D.** - Et un impôt européen! Pour financer de grands projets publics, technologiques et la sécurité, il faut un budget fédéral plus conséquent. Pour financer ce budget, il y a deux solutions: soit une taxe carbone, soit l'impôt sur les sociétés transnationales actives dans l'UE. Or les avantages fiscaux offerts par le Grand-Duché, par les Pays-Bas, l'Irlande ou la Belgique aux multinationales, ça représente 80 milliards d'euros, soit 0,6 % du PIB européen. C'est énorme! Pour rappel: le budget actuel de l'Europe, c'est 1 % du PIB. Vous imaginez l'ampleur de la perte?

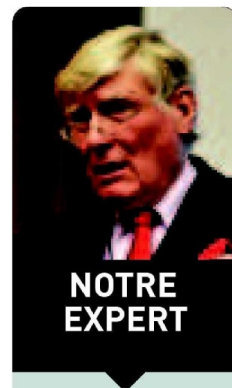
#### ❑ Si l'Europe a fait beaucoup de choses constructives ces dernières années, pourquoi donne-t-elle toujours l'impression de tendre davantage l'oreille aux lobbyistes qu'aux citoyens?

**P.D.** - L'Europe, et surtout la Commission européenne, a une capacité d'autisme redoutable. Quand, après le "Brexit", Cecilia Malmström, la commissaire européenne au Commerce, annonce qu'il faut soutenir le Traité transatlantique (TAFTA), on croit rêver... Quand, après le Brexit, la Commission européenne veut adopter le CETA - un accord commercial négocié avec le Canada - sans passer par les parlements nationaux, c'est une erreur monumentale qui n'a pour effet que d'aggraver la méfiance des citoyens! Or, les nouvelles législations sur la coordination des politiques budgétaires ont donné à la Commission un pouvoir quasi exécutif. Elle l'a pris sans communiquer.

#### ❑ Dans ce cas, comment donner davantage de poids aux citoyens?

**P.D.** - La seule porte d'entrée des citoyens dans l'UE, c'est le Parlement. Mais l'Europe ne fonctionnera jamais sans partis politiques européens. Le problème, c'est que les groupes politiques au Parlement ne sont que des agrégats de partis nationaux. En réalité, les Verts sont le seul parti à avoir réalisé leur unité européenne. Mais l'absence pèse le plus du côté des socialistes: cette famille politique est totalement balkanisée sur le plan de l'idée européenne... Pour ressouder les citoyens avec les institutions, il faut prévoir un chapitre européen aux élections nationales et "dénationaliser" les élections européennes.

**SANS  
DEFENSE  
COMMUNE,  
PAS DE  
POLITIQUE  
ETRANGERE,  
PAS DE  
COMPÉTI-  
TIVITÉ. ET  
DONC PAS  
DE PLEIN  
EMPLOI.**



**NOTRE  
EXPERT**

PROFESSEUR  
D'ÉCONOMIE, **PIERRE  
DEFRAIGNE** PRÉSIDENT  
LA FONDATION  
MADARIAGA-COLLÈGE  
D'EUROPE. IL A ÉTÉ LE  
CHEF DE CABINET DE  
DEUX COMMISSAIRES  
EUROPEENS.

# L'impact du Brexit sur la Belgique

**Si vous vous demandiez ce que l'Europe pouvait nous apporter, la sortie de l'Angleterre pourrait vous fournir quelques éléments de réponse. Et ils sont loin d'être rassurants...**

Toutes proportions gardées, la Belgique sera le pays européen le plus impacté par ce Brexit. Alors que nos politiques se déchirent déjà sur l'après-23 juin, ce constat semble malheureusement faire l'unanimité. Après nos voisins directs, la Grande-Bretagne est notre quatrième partenaire commercial. Boostées ces dernières années par nos fleurons de la chimie et de la pharmacie, nos exportations vers le Royaume-Uni se montent aujourd'hui à plus de 30 milliards d'euros.

Pas vraiment une broutille, donc, mais bien une solide épine dans le pied de notre croissance. Selon une étude d'ING, l'économie belge reculerait ainsi de 0,5 % en cas de Brexit effectif, soit un manque à gagner de 2,1 milliards d'euros. Quand d'autres analystes plus pessimistes tablent sur un ralentissement de 0,7 à 1 % avec une chute des exportations de l'ordre de 2,6 milliards. Avec à la clé quelque 12.000 emplois - notamment dans les secteurs de l'alimentation et du textile - qui passeraient à la trappe. Un scénario catastrophe qui a tout d'une nouvelle crise économique.

Un "contretemps" institutionnel qui ne risque pas en tout cas de rendre les prochains conclaves budgétaires plus aisés que celui de cette année. À tel point que le gouvernement a décidé... de postposer sa mission. Le budget 2017 qui devait être bouclé pour le 21 juillet le sera donc, au mieux, à la mi-septembre. Rappelons que pour revenir à l'équilibre, ce qui est normalement prévu pour 2018, il faudra trouver quelque 8 milliards d'euros. Outre ses conséquences sur

le plan financier - ce trou pourrait encore se creuser de 2 ou 3 milliards supplémentaires -, le Brexit risque donc aussi de semer la pagaille dans l'hémicycle politique belge. Au sein même de la majorité, la vision européenne est pour le moins schizophrène. Entre un MR europhile et une N-VA, au mieux eurosceptique, on risque bien de se rejeter la responsabilité du départ britannique... et des milliards d'euros qui s'envolent avec lui.

Et puis, à quelles conséquences politiques doit-on s'attendre en Belgique après cette scission européenne inédite et les velléités indépendantistes écossaises ou nord-irlandaises - ces deux régions ont voté contre le "leave" - exacerbées par ce Brexit? Alimenté par l'extrême droite et les mouvements populistes, renforcé par une succession de crises, notamment la crise migratoire, ce vent centrifuge qui souffle aujourd'hui sur l'Europe ne va-t-il pas raviver nos tensions communautaires? "Dès l'annonce des résultats, constate Amandine Crespy, politologue à l'ULB, on a vu émerger une tension au sein du gouvernement." Avant de rappeler que la Belgique est l'un des États fondateurs de l'Union européenne et affiche donc historiquement une position très fédéraliste. "Reste que la N-VA au pouvoir n'est clairement pas sur cette ligne-là. Les discussions s'annoncent donc difficiles!" Mais quelle est au juste la position du parti indépendantiste flamand qui se prétend officiellement "euroréaliste"? "Sachant que l'opinion belge n'est pas très hostile à l'Union européenne, ce n'est rien d'autre qu'un cache-sexe, une version destinée à atténuer leurs positions très proches des Britanniques ou de certains partis eurosceptiques de type PVV aux Pays-Bas." Avant de prendre les rênes du pouvoir, rappelons d'ailleurs que la N-VA a toujours adopté le discours type des formations populistes et ultralibérales, pestant sur la bureaucratie et l'omnipotence législative de l'Union.

## LE GRAND SOIR POUR LA N-VA?

Bref, entre une N-VA qui verrait bien le budget européen raboté et le rétablissement d'un contrôle national des frontières et des questions d'immigration, et un MR traditionnellement pro-européen, force est de constater que la majorité fédérale navigue à → voile et à vapeur. "Ça va vraiment être un numéro d'équilibriste! D'autant que Bart De Wever n'a pas été très présent dans les médias et n'a pas fait beaucoup de déclarations sur la question régionaliste ou séparatiste. Ce qui n'est pas une grosse surprise. L'intégration européenne n'est définitivement pas un thème de prédilection de la N-VA sur lequel elle aurait des positions très claires." Une cruelle absence de vision dont pourraient profiter le MR, l'opposition, mais aussi la haute fonction fédérale, très pro-européenne, pour tenter d'équilibrer la position belge. Jeudi dernier à la Chambre, Elio Di Rupo a d'ailleurs dégainé. "Le premier parti au gouvernement boit le thé à Londres avec l'antieuropéen Boris Johnson, il vous revient de garantir que cette proximité n'influence pas la position que vous défendrez dorénavant", a lâché le président du PS au chef de groupe N-VA Peter De Roover qui invitait l'assemblée à "accepter" le choix des Britanniques.

Les régionalistes flamands pourraient-ils profiter de ce chaos post-Brexit pour concrétiser leur désir d'autonomie? Rien n'est moins sûr. D'autant qu'à l'inverse des nationalistes écossais, par exemple, europhiles et dans l'opposition, la N-VA s'oppose bien sûr à l'idée d'un référendum belge. "Il me paraît évident qu'elle ne pourra pas imprimer totalement sa marque et faire fi de 30 ans de position belge proeuropéenne, poursuit la politologue. Mais des compromis vont sans doute se faire. On voit d'ailleurs que Charles Michel commence à ne plus être sur la même ligne que les Français qui veulent durcir le ton avec les Britanniques et leur mettre la pression pour qu'ils déclenchent l'article 50 (la clause de divorce - NDLR) le plus rapidement possible." Ce qui n'est pas non plus l'axe défendu par les Allemands. En prenant en compte la position de la N-VA, la Belgique risque donc de se montrer plus modérée et d'opter pour un divorce à l'amiable. D'autant que le montant de ses exportations vers le Royaume-

Uni, on l'a vu, est juste colossal. "Dans les discussions qui vont porter sur le retour des droits de douane et leurs modalités, la Belgique n'aura donc pas intérêt à adopter une position trop dure..."

À court terme, cette voie ouverte au Brexit ne devrait donc pas engendrer d'autres effets politiques indésirables chez nous. Mais qu'en est-il à plus longue échéance? Vu la cote de popularité des forces politiques centrifuges en Europe - on pense à l'Écosse et à l'Irlande du Nord, mais aussi à la Catalogne, le Pays basque, la Corse ou la Bretagne -, la question reste en tout cas totalement ouverte. "De nombreux gouvernements se retrouvent eux aussi dans une situation d'équilibrisme. D'un côté, on a une Écosse pro-Union et, de l'autre, une boîte de Pandore qui pourrait permettre à une région de déclarer très facilement son indépendance et d'entrer ensuite dans l'Union par la grande porte. Il va donc y avoir de très fortes résistances de la part de ces chefs d'État. La N-VA a d'ailleurs bien conscience que sa marge de manœuvre sera relativement réduite."

Entre la majorité fédérale, plus schizophrène que jamais, et les partis

d'opposition qui voient dans cette situation de chaos l'opportunité de provoquer une remise en cause des politiques d'austérité et de gouvernance économique et sociale menées par l'Union depuis des années, les négociations sur les modalités du divorce et la réorientation européenne s'annoncent donc houleuses. "On a bien vu lors du sommet de la semaine passée que ces dissensions paralysent complètement la situation. Aucun message clair ne s'est dégagé, et même les Français et les Allemands ne sont pas d'accord entre eux. N'oublions pas non plus que ces dissensions sont aujourd'hui présentes dans tous les États membres. Et qu'un certain nombre de pays d'Europe centrale ou orientale souhaitent carrément l'abolition de la Commission européenne et le retour à une Europe purement intergouvernementale." Autant dire que la Belgique a rapidement intérêt à afficher une position cohérente dans les semaines à venir. Au risque de perdre le peu de crédibilité européenne qu'il lui reste.

✘ Harold Nottet

## Brexitteur déjà en fuite

Il avait mené la campagne pro-Brexit au sein du Parti conservateur. À la surprise générale, Boris Johnson vient d'annoncer qu'il ne serait pas candidat à la succession du Premier ministre David Cameron. Après ses mensonges et ses tromperies pendant la campagne pour le référendum, Johnson jette donc déjà l'éponge. Parce que Michael Gove, ministre de la Justice et autre étendard du "out" a décidé de poser sa candidature? Parce que la lutte qui allait l'opposer à Theresa May, l'actuelle ministre de l'Intérieur, était perdue d'avance? Une chose est sûre, cette volte-face en dit long, très long, sur l'impréparation des sécessionnistes. Il se murmure même que Boris Johnson pourrait carrément mettre un terme à sa carrière politique. Tout ça pour ça.